

VENDREDI 7 JUILLET 1848.

1^{re} ANNÉE. — N° 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

	Paris.	Départ.	Étranger.
Trois mois...	4 fr. 50	8 fr.	12 fr.
Six mois...	9	16	24
Un an...	18	32	48

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

LA VÉRITÉ

JOURNAL DES VRAIS INTÉRÊTS DU PEUPLE.

PRIX DES ANNONCES ANGLAISES

(les seules admises).

50 centimes la ligne.

Toute lettre non affranchie sera rigoureusement refusée.

SOMMAIRE. — M. Carnot et M. de Vaulabelle. — La cérémonie funèbre. — La théorie des barricades et le plan d'insurrection. — Le Manuel républicain de l'homme et du citoyen; M. le ministre de l'instruction publique et l'éditeur Pagnerre. — Nomination de M. de Vaulabelle. — Les empoisonnements par l'eau-de-vie falsifiée. — Insurrection de juin; nouveaux détails. — Faits divers. — Bulletin des départements. — Bulletin de l'étranger. — Châteaubriand, sa vie et sa mort.

PARIS, 6 JUILLET.

M. Carnot a suivi de près la Commission exécutive. Il n'a pas pu résister à la tempête d'hier. Quelques journaux affirment que cette tempête a été suscitée par le comité des membres de l'Assemblée qui se réunit dans la rue de Poitiers. Ce comité représente, comme on sait, la République constitutionnelle. M. Bonjean n'aurait été que le bon émissaire de cette pseudo-République.

Nous l'avouons franchement, la personne et les principes de M. Carnot nous ont toujours inspiré fort peu de sympathie. Les circulaires électorales en faveur de l'ignorance par lesquelles il a débuté comme ministre de l'instruction publique nous avaient fait assez mal augurer de son administration. On pense bien que la publication du *Manuel républicain* ne nous a pas fait revenir sur son compte.

Nous ne verserons donc point de larmes sur la chute de M. Carnot, mais nous demanderons aux nombreux républicains qui ont prêté leur concours à la République constitutionnelle de la rue de Poitiers pour éprouver un coup d'Etat, de se tenir en garde, à l'avenir, contre les pièges que peut et que veut leur tendre cette coterie.

M. Carnot a succombé. Rien de mieux. Peu de gens y trouveront à redire; mais il ne faut pas que la réunion prétende, après cette brèche faite au ministère actuel, le démolir pierre à pierre, pour pénétrer elle-même dans la place.

Nous ne savons pas si M. Vaulabelle, le nouveau ministre de l'instruction publique, fait partie de la petite République constitutionnelle de la rue de Poitiers. Nous ne le pensons pas. Tout ce que nous connaissons de M. Achille Vaulabelle, son passé politique, son *Histoire des deux Restaurations*, nous portent à croire que l'enseignement trouvera en lui un homme studieux, un philosophe pratique à qui les leçons du passé auront appris les dangers que doit éviter l'avenir.

M. Vaulabelle comprendra, nous l'espérons, combien la mission que lui imposent ses nouvelles fonctions est grande et noble. C'est à lui qu'il appartient de préparer une organisation de l'enseignement assez complète, assez féconde pour rendre la génération qui doit nous succéder, apte à profiter des bienfaits de la liberté et du nouveau développement des institutions républicaines.

Cérémonie funèbre en l'honneur des citoyens morts pour la défense de l'ordre.

Ce matin seulement, à quatre heures, nous avons appris par une affiche qui nous était adressée, que le programme de la cérémonie funèbre annoncée pour aujourd'hui était modifié.

Dès hier cependant, l'Assemblée nationale avait été informée que le cortège partant de la place de la Révolution s'arrêterait à l'église de la Madeleine, où seraient déposées les dépouilles mortelles renfermées dans le catafalque symbolique des citoyens morts pour la défense de l'ordre et de la vraie liberté.

Cette résolution a été dictée, nous a-t-on dit, par un sentiment de convenance politique; nous ne chercherons pas à l'expliquer, mais toutefois nous regrettons que le Gouvernement se soit décidé si tardivement à un changement de programme qui a rendu inutiles bien des préparatifs, et qui a déçu les espérances de bien des citoyens qui venaient rendre par leur présence, sur le passage du cortège, un dernier et éclatant hommage aux victimes des journées de juin.

Dès le matin une foule innombrable occupait les bas-côtés des boulevards depuis la place de la Révolution jusqu'à la Bastille. Les portes Saint-Martin et Saint-Denis disparaissaient presque entièrement sous des tentures noires semées de larmes d'argent et ornées de couronnes d'immortelles. Sur les tentures de la porte Saint-Denis se détachaient en lettres d'argent les trois mots : *Liberté, Égalité, Fraternité*; deux écussons, placés à droite et à gauche, portaient les initiales R. F.

Le péristyle du théâtre des Variétés était également tendu de drapeaux noirs, rehaussés d'arabesques d'argent, des trophées de drapeaux étaient disposés de chaque côté de l'entrée. Les propriétaires de ce théâtre avaient voulu s'associer au deuil général par une manifestation publique; il est regrettable que leurs patriotiques intentions n'aient été réalisées qu'à demi par suite du nouveau programme.

La colonne de Juillet était couverte dans toute sa hauteur d'un long crêpe noir parsemé d'étoiles, mais les travaux des deux colonnes qu'on avait commencé à élever sur la place de la Bastille, avaient été suspendus dès la veille.

À sept heures le rappel a commencé à battre dans les divers quartiers; dès sept heures et demie une population immense était déjà répandue aux abords de la place de la Concorde.

Au milieu de cette place et sur une large plate-forme à laquelle on arrive par un grand escalier où s'élevait un autel gigantesque faisant face aux Tuileries, et reposant sur un soubassement en granit, rose. L'escalier, tapissé de draperies noires, est formé de croix latines sculptées et reliées entre elles par des anneaux de pierre.

Sur le soubassement se développent de longues bandes de velours noir semé d'argent.

L'escalier se termine par une plate-forme sur laquelle s'élève un autel d'une grande richesse d'ornementation, et qui supporte six magnifiques candélabres, le tabernacle est une croix d'or d'un beau travail.

Derrière l'autel règne une large draperie noire sur laquelle se détache une grande croix d'argent.

Le baldaquin est supporté par quatre colonnes cannelées d'un style renaissance avec ornementation argentée et relevée en bosse. Ces colonnes sont d'un dessin peu sévère; mais elles se marient heureusement avec le baldaquin qu'elles soutiennent; leur sommet est surmonté d'une petite croix d'argent reposant sur une boule.

Le baldaquin est formé de draperies en velours noir d'une beauté, d'une richesse de dessin peu communes. Des arabesques d'argent s'enlacent et forment des bordures resplendissantes d'éclat; une frange d'argent termine la décoration de ces draperies, dont le fond est coupé par de larges bandes verticales également en argent. Sur la façade, le baldaquin porte trois médaillons peints à l'huile et se détachant sur un fond d'or; celui du milieu représente *Dieu*, un bras étendu, et de l'autre portant le livre de la loi. Les deux médaillons qui servent de pendentifs représentent deux anges portant chacun un encensoir.

Le dessous du baldaquin est garni d'étoffes en soie blanche, lamées d'argent. Vingt lampes d'argent y sont appendues. Le baldaquin se termine par un dôme argenté, surmonté d'une croix haute et hardie; des quatre côtés de ce dôme, de longs crêpes et des torsades nattées d'argent descendent jusqu'au bas du monument et en complètent l'ensemble et l'harmonie.

Le palais de l'Assemblée nationale est tendu de noir dans toute sa hauteur; les colonnes elles-mêmes sont également tapissées de noir, depuis leurs piédestaux jusqu'à leurs corniches; ces dernières sont découvertes. Sur le fronton se lit, en lettres d'une grandeur monumentale : *République française*. Une étoile d'argent surmonte cette inscription; une guirlande de cyprès se prolonge sur toute l'étendue de la façade.

L'église de la Madeleine est recouverte de draperies funèbres, seulement le fronton est découvert et les colonnes ne sont tapissées que jusqu'au tiers de leur hauteur. Sous le fronton se balance une large bannière semée d'étoiles et coupée par une croix.

À huit heures, les troupes prennent position sur la place de la Concorde. Le défilé commence par des dragons. Suivent la garde républicaine, la garde mobile à pied et à cheval et la garde marine. On remarque que le commandant Bacle, de la garde mobile à cheval, qui est blessé, suit dans une voiture.

Toutes ces troupes, ainsi que l'artillerie de la garde nationale et la garde nationale se déploient et occupent les postes qui leur ont été désignés.

À neuf heures, le général Changarnier, suivi d'un nombreux état-major, parcourt les rangs de la garde nationale; bientôt arrivent les divers corps constitués, l'Université, l'Institut, l'École de droit, la Cour des comptes, la Cour d'appel, le conseil d'Etat, les frères des Ecoles chrétiennes et les députations des Ecoles, qui prennent place avec les députations des gardes nationales de la province et de la banlieue des deux côtés de l'autel.

Le clergé descend de la Madeleine sur deux longues files, et l'évêque de Langres, représentant du peuple, assisté de l'évêque d'Orléans et d'un autre évêque, montent à l'autel et attendent que l'Assemblée nationale soit venue prendre les places qui lui sont réservées.

Le tambour bat, le général Cavaignac s'avance accompagné du citoyen Marie, président de l'Assemblée nationale; ils sont suivis des vice-présidents et des représentants. Nous remarquons parmi ces derniers, les citoyens Louis Blanc, Ledru-Rollin, Arago, Larochejaquelein, Armand Marrast, Clément Thomas qui paraît se ressentir encore de sa blessure, Flocon et le fils du brave général Négrier.

Le pouvoir exécutif, les ministres et les représentants du peuple prennent place sur des banquettes placées de chaque côté de l'obélisque.

Un soleil brûlant tombe à-plomb sur la place; sur les terrasses des Tuileries apparaît comme une mer de têtes qui s'agitent et se soulèvent; les feux des baïonnettes et des casques se croisent et se mêlent.

Toute cette foule est calme et recueillie.

Il est dix heures.

Le char funèbre s'avance. Ses proportions sont gigantesques, sa forme, simple et massive, est celle d'un sarcophage. 16 chevaux caparaçonnés de draperies noires brodées d'argent et à la tête couverte de plumes, traînent ce char. Une draperie de deuil le ceint de tous côtés, et une croix blanche l'embrasse dans toute sa longueur en retombant sur les extrémités; des guirlandes de cyprès, des couronnes d'immortelles, des branches de laurier, sont les seuls ornements qu'on y remarque; sur le devant, deux trépiéds s'élèvent d'où s'élancent des flammes vertes. L'inscription : *Morts pour la République*, se détache en avant du char, et le derrière est orné de trophées, de drapeaux tricolores et d'urnes funéraires.

La messe commence, elle est chantée en faux-bourdon. Les masses chorales produisent un effet de grandeur et de simplicité difficile à décrire. Nous n'estimons pas à moins de huit cents le nombre des choristes, et nous croyons être encore au-dessous de la vérité.

À l'élevation, les tambours battent aux champs, les trompettes sonnent, les troupes présentent les armes et mettent le genou à terre, la cavalerie salue du sabre.

Le chant lugubre du *De profundis* produit une vive sensation, et bientôt le service divin se termine au milieu du recueillement général.

L'office divin terminé, le cortège se dirige vers la Madeleine dans l'ordre suivant : un escadron de la garde nationale à cheval

ouvre la marche. Les généraux Changarnier et Perrot, entourés d'un nombreux état-major, suivent le premier détachement derrière lequel s'avance sur deux longues files tout le clergé du diocèse de Paris, qui psalmodie les prières des morts. L'évêque de Langres, coiffé de la mitre, est assisté de deux chanoines honoraires de Paris; ensuite, à ses côtés, suivent l'abbé Fayet, évêque d'Orléans, représentant du peuple, et un autre haut dignitaire de l'Eglise.

Deux cents tambours choisis dans les régiments et les différents corps qui résident à Paris, sous la conduite d'un tambour-major de la garde nationale, font entendre de temps en temps un roulement que le crêpe qui recouvre leur caisse rend encore plus lugubre.

Des détachements de garde nationale, de garde mobile et de troupe de ligne marchent à ces sons funèbres. À mesure que ces différents corps arrivent à la grille de l'église, ils se massent sur la place de la Madeleine.

L'évêque de Langres, précédé de tout le clergé, monte les degrés qui conduisent au sanctuaire et s'arrête sous la bannière funèbre appendue au fronton du monument.

Le char est entouré des délégués de la garde nationale, de la troupe de ligne, de la garde mobile et des différents corps de cavalerie et d'infanterie qui se trouvent à Paris, tous sans armes et le crêpe au bras.

Les cordons du poêle sont tenus par des représentants de ces mêmes députations; parmi lesquels nous remarquons un jeune garde mobile du 7^e bataillon, le bras en écharpe; il tient une partie d'un cordoa dont l'extrémité est entre les mains d'un représentant du peuple. Le char est d'une hauteur telle, que son sommet se trouve de niveau avec le second étage des maisons de la rue de la Révolution. À son passage, les tambours battent aux champs et les troupes présentent les armes.

Le clergé, qui est resté sur les marches de l'église, se découvre à son approche, et l'évêque de Langres descend quelques degrés pour aller recevoir cinq cercueils qui sont tirés du sacophage et déposés devant la porte principale de l'église où des supports ont été préparés pour les recevoir.

À ce moment l'émotion de la foule est à son comble. Un frémissement universel en parcourt tous les points. On entend des sanglots étouffés, quelques femmes poussent des cris déchirants.

Ceux qui pleurent et sanglotent ainsi sont les parents ou des amis des victimes. Anarchistes, voyez votre ouvrage!

Cependant les marches de l'église sont couvertes de troupes qui présentent les armes chaque fois qu'un nouveau cercueil vient occuper la place qui lui est réservée. Le clergé commence alors la cérémonie de l'Absoute, et la voix de l'officiant, quoique faible et brisée, s'entend parfaitement, tant le silence est religieux.

Après le dernier verset, l'évêque de Langres jette le premier quelques gouttes d'eau bénite sur les cinq cercueils; le clergé suit son exemple. L'abbé Fayet remet alors le goupillon dans les mains du général Cavaignac, qui s'avance et rend les derniers devoirs à ceux qui avaient combattu avec lui.

Après le chef du Pouvoir exécutif, le président de l'Assemblée nationale, et successivement tous les représentants, tous les membres des députations faisant partie du cortège accomplissent cette touchante cérémonie.

De nouveaux détachements de troupes ferment la marche du cortège, et à mesure qu'ils arrivent sur la place de la Madeleine, ils se forment en colonnes et défilent, soit par les boulevards, soit par les rues adjacentes, selon les localités où ils sont casernés.

Aussitôt que les dernières députations ont jeté l'eau bénite, on fait la levée des corps, et ils sont portés dans l'église et déposés dans un caveau où ils resteront jusqu'à ce que les travaux en cours d'exécution à la colonne de Juillet permettent de les transférer dans la dernière demeure qui leur est destinée.

La cérémonie est terminée. La foule s'écoule en silence et dans un profond recueillement. Il est deux heures de l'après-midi.

À quatre heures les boulevards ont repris leur aspect habituel, seulement tous les visages sont tristes, tous les cœurs sont oppressés.

La France vient de rendre les derniers devoirs à ses enfants les plus dévoués; laissons-la pleurer sur leurs cendres.

Le *Journal des Débats* publie un article ayant pour titre : *De la guerre des barricades dans les rues de Paris*, on y lit le passage suivant :

« Dans les derniers jours de février les pavés étaient à peine remplacés, que le nouveau gouvernement songeait à relever au besoin les barricades contre la garde nationale et contre la partie de la population que l'on prétendait animée d'un esprit réactionnaire, accusation qui frappe désormais tous les amis de l'ordre social. Alors, on forma secrètement un bataillon des barricades, dont les membres devaient servir d'instructeurs dans tous les quartiers et on leur enseigna théoriquement l'art de les construire avec le plus de rapidité possible et celui de les disposer avec le plus d'avantage.

« Les barricades étaient marquées sur un plan de Paris. On y avait indiqué aussi les édifices, les monuments à fortifier pour en faire des citadelles centrales. On ne s'étonnera plus, d'après cela, des savantes combinaisons déployées par les insurgés de juin. Ils suivaient un plan tracé sous les auspices même du gouvernement, et, pour l'exécuter avec ensemble et régularité, ils avaient ces hommes du bataillon secret, ces instructeurs à qui le peuple donnait le titre de professeurs de barricades. La révolte possédait ainsi des moyens combinés qu'elle perfectionnera sans doute encore à la première occasion, il est bien permis aux citoyens qui rejettent la guerre civile avec horreur de se faire à leur tour un plan de défense. »

Qui donc représente ce plan transparent qu'on jette en pâture à l'opinion et qui cependant ne compromet personne. Dites, dites

bien haut les noms de ces hommes qui sont devenu criminels à ce point d'appeler la guerre civile au secours de leur ambition, et de faire de l'insurrection un art funeste, une abominable théorie.

Où donc est ce plan de Paris où on a indiqué la place des barricades, les édifices, les monuments à fortifier.

C'est, dites-vous, sous les auspices du Gouvernement que tout cela s'est fait. C'est bien.

Alors ce gouvernement tombé n'est plus seulement suspect au pays, il est coupable, il est coupable du crime de lèse-nation, il a fait couler le sang des amis de l'ordre, il a égaré quelques-uns, excité, payé, peut-être, les autres. S'il n'est pas coupable, il est du moins accusé. Accusé-le donc hautement, vous qui lui avez succédé; votre justice ne doit pas avoir deux poids et deux mesures; vous devez frapper également le crime et la trahison, où qu'ils se trouvent, et par vous les puissants du passé doivent devenir, s'ils ont démerité, les accusés du présent.

Voilà M. Carnot fort empêché avec ce malencontreux *Manuel républicain de l'homme et du citoyen*, publié sous ses auspices par M. Pagnerre, éditeur, lequel est le même, nous dit-on, que l'ex-secrétaire général de l'ex-gouvernement provisoire. M. Carnot a acheté à M. Pagnerre 20,000 exemplaires à 50 centimes de ce manuel si fort en suspicion aujourd'hui, et un journal assure ce matin que les frais de ce précieux petit livre ne se sont pas élevés à 6 centimes par exemplaire, ce que nous croyons, du reste, sans peine, et ce qui fait honneur à l'esprit spéculateur de l'éditeur-homme politique.

Nous avons parcouru le *Manuel républicain de l'homme et du citoyen*; titre ravissant qui seul suffit à faire juger le contenu sur la couverture, et nous comprenons plus que jamais les scrupules des représentants qui ont attaqué les doctrines qu'il renferme.

Il nous suffira d'en citer quelques passages pour donner la mesure des salutaires doctrines qu'il eût inculquées dans nos départements, grâce à MM. Carnot, ministre de l'instruction publique, et Pagnerre, éditeur.

« L'élève. — Pouvez-vous me dire quel est le premier devoir de l'homme? »

« L'instituteur. — Le premier devoir de l'homme est de vivre, tout comme le premier de ses semblables est de lui en fournir les moyens. »

« L'élève. — Existe-t-il des moyens d'empêcher les riches d'être oisifs, et les pauvres d'être mangés par les riches? »

« L'instituteur. — Cui, il en existe, et d'excellents. Les directeurs de la République trouveront ces moyens aussitôt qu'ils voudront sérieusement pratiquer la fraternité. Il en est de la propriété et du libre usage du capital, comme de toutes les autres libertés. La loi, qui les reconnaît, peut et doit les renfermer dans certaines bornes. Sans détruire le droit d'héritage, on peut le limiter pour l'intérêt public, et sans supprimer l'intérêt du capital, on peut prendre beaucoup de mesures pour le rendre aussi faible qu'on voudra. Alors, l'oisiveté sera difficile au riche, et le pauvre trouvera facilement crédit pour s'enrichir. »

« La loi peut imposer toutes sortes de conditions à ceux qui ont la terre et même les exproprier moyennant indemnité, s'ils en font un mauvais usage. Quant à ces grands propriétaires que vous avez raison de craindre, sachez que s'ils payaient à la République un impôt convenable, et de bonnes journées à leurs travailleurs, ils se verraient bientôt obligés pour la plupart à vendre leurs terres à des citoyens qui en tireraient meilleur parti qu'eux. On fera des lois pour cela quand on voudra. »

Voici maintenant comment on y traite la liberté de l'industrie, laquelle aurait produit, selon l'auteur, la guerre acharnée du travailleur contre le maître, et aurait donné à la France une aristocratie nouvelle, cent fois plus dangereuse que l'aristocratie de noblesse, l'aristocratie d'argent.

« L'élève. — La République a donc le droit d'intervenir dans les conditions du travail, et dans le règlement des prix et des salaires? »

« L'instituteur. — Sans doute elle a ce droit. Elle l'exerce au nom du peuple... La République, en assurant au commerce et à l'industrie la liberté, acquiert par cela même le droit de soumettre cette liberté à toutes sortes de conditions tirées de l'intérêt commun. C'est ce qu'on appelle *Organisation du travail*. »

« L'élève. — Donnez-moi une idée de cette organisation. »

« L'instituteur. — Tout ce que je puis vous dire, c'est qu'elle se fondera sur deux choses : 1° L'association des travailleurs; 2° le règlement du commerce et de l'industrie par les lois de la République. Mais c'est un sujet sur lequel je ne m'étendrai pas davantage en ce moment; il n'est pas nécessaire de vous rendre si savant. »

Aimables et douces doctrines! Ne semble-t-il pas que M. Louis Blanc ait laissé tomber dans ce livre une parcelle de ses doctrines sociales?

Quant à la famille, l'auteur ne se prononce pas, il laisse à l'Assemblée constituante le soin de voir ce qu'il y a à faire à cet égard. On aura à examiner :

« Si le régime républicain de l'égalité et de la liberté ne doit pas ajouter quelque chose aux droits de la femme dans la famille; si, dans l'intérêt du mariage lui-même, il n'est pas bon que le divorce soit rétabli; enfin si l'impôt qui frappe la transmission des biens par héritage ne pourrait pas se régler plus équitablement dans l'intérêt commun de la République et des familles. »

Ce n'est pas tout, le *Manuel républicain* contient en outre l'apologie de la République de 93, il excuse ce qu'il appelle ses violences, encore un peu et il nous parlera de sa mansuétude et de sa clémence.

« Si elle a commis des violences, elle y fut provoquée par l'audace des traités et l'universelle coalition des rois; mais qu'elle a été si peu cruelle, qu'elle n'a jamais fait souffrir ceux qu'elle mettait à mort. »

Voici donc la justification des murmures significatifs qui accueillirent la proclamation à la tribune du nom de M. Carnot comme ministre de l'instruction publique. Si c'est là l'instruction que M. Carnot entend répandre en France, sachez grâces aux représentants de l'énergique protestation qu'ils ont faite hier et de la manière décidée avec laquelle ils ont donné congé à M. Carnot; car nous ne doutons pas que le mauvais vouloir manifesté par

L'Assemblée ne s'adresse au ministère et non à la classe si intéressante et si méritante des instituteurs primaires.

Allons, monsieur Carnot, allez rejoindre vos ex-confrères. L'opinion publique ne vous permet pas d'hésiter.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

Le président du conseil du pouvoir exécutif, de l'avis du conseil des ministres,

Arrête :

Le citoyen Vaulabelle est nommé ministre de l'instruction publique, en remplacement du citoyen Carnot, dont la démission est acceptée.

Paris, 5 juillet 1848.

Le président du conseil chargé du pouvoir exécutif,
E. CAVAIGNAC.

On lit dans le *Moniteur* :

« La correspondance officielle des Antilles, arrivée par la voie d'Angleterre, va jusqu'au 9 juin pour la Martinique, et jusqu'au 10 juin pour la Guadeloupe. »

« A cette date, les deux commissaires généraux de la République venaient de prendre possession du gouvernement de ces colonies. Les détails qu'ils transmettent à ce sujet sont d'un caractère rassurant. »

« A la Martinique, la présence de l'autorité nouvelle, la promulgation officielle des actes de la métropole pour l'abolition de l'esclavage, les mesures prises pour leur exécution, avaient produit un effet favorable. Sur la plupart des habitations, dont les ateliers s'étaient désorganisés après l'insurrection des derniers jours de mai, le travail avait repris. Le commissaire général Perrinon avait dirigé, sur les différents points de l'île, des agents chargés d'expliquer aux nouveaux affranchis leurs droits et leurs devoirs d'hommes libres, tout en leur faisant comprendre la nécessité du travail. »

« Dans la commune du Prêcheur notamment, qui avait été le premier théâtre des douloureux événements annoncés par les précédentes dépêches, l'ordre paraissait complètement rétabli par la seule présence du commissaire général qui s'y était immédiatement transporté. « J'y ai réuni les ateliers en grand nombre autour de moi, dit le citoyen Perrinon, et j'ai obtenu qu'ils reprendraient lundi les travaux de la culture, sauf à conclure ultérieurement leurs arrangements avec les propriétaires du sol. J'ai aussi engagé et presque décidé certains propriétaires à retourner sur leurs habitations sans attendre davantage. »

« A la Guadeloupe, le citoyen Gatine constate le maintien de la tranquillité conservée sous l'administration de son prédécesseur, le capitaine de vaisseau Layrolle. L'arrivée du commissaire de la République avait été accueillie avec enthousiasme, et l'esprit général de la population faisait concevoir les meilleures espérances pour la conservation du travail. »

Nous avons publié un rapport adressé à M. le maire de Paris par M. le docteur Héreau, et duquel il résulterait que les bruits d'empoisonnements par le moyen d'eau-de-vie falsifiée seraient complètement dénués de preuves. Voici une lettre qui nous est communiquée, et de laquelle il faudrait tirer une conclusion toute contraire :

« Monsieur,

« Plusieurs journaux ont rapporté, notamment le *Moniteur* et le *National*, que les eaux-de-vie saisies sur les cantinières, et analysées par M. Pelouze, ne contenaient aucun poison. »

« Le 25 au soir, j'ai été appelé à l'Assemblée nationale pour donner des soins à plusieurs malheureux militaires, victimes de ces lâches empoisonnements. Un de ces militaires étant dans un état désespéré, j'ai dû me résoudre à être introduit auprès des cantinières arrêtées, pour reconnaître la nature du poison qui se trouvait dans les eaux-de-vie; une de ces cantinières, qui avait trois bouteilles dans son panier, m'offre d'abord à goûter de deux de ses bouteilles, dont les eaux-de-vie n'avaient aucune saveur de poison. Ayant poussé mes investigations sur la troisième bouteille, je l'ai trouvée contenir une dissolution concentrée d'un poison corrosif, ayant la saveur de l'acide arsénieux (arsenic blanc). »

« J'en ai fait mon rapport au président de l'Assemblée nationale et au commissaire de police de l'Assemblée. »

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre serviteur. »

« TILLARD, »

« Chirurgien aide-major du bataillon de Fréneuse (Seine-et-Oise). »

« La Roche-Guyon, 5 juillet 1848. »

P. S. Je vous autorise à publier cette lettre si vous le jugez convenable. »

Insurrection de juin.

M. le colonel Bertrand a réuni aujourd'hui, au Palais-de-Justice, les rapporteurs près les deux conseils de guerre, pour connaître le résultat de leurs travaux préliminaires. Tous les individus arrêtés, sauf quelques rares exceptions, ayant été interrogés, il faut maintenant procéder à la division, par catégories, des individus qui, selon les charges portées contre eux, doivent être transportés dans les colonies ou jugés par les conseils de guerre.

En attendant les instructions qui seront données à cet égard, les substituts et les greffiers s'occupent de classer par journée de combat et par quartier de barricades, selon un ordre alphabétique, les dossiers de tous les individus interrogés.

Un renseignement parvenu à M. le commandant-rapporteur Courtois d'Hurbal, a fait connaître que le capitaine Robert, de la garde nationale de La Chapelle-Saint-Denis, qui était chef commandant d'une barricade, n'était autre qu'un certain remplaçant déserteur, depuis quatre ans, du 50^e régiment de ligne. C'est en prenant le faux nom de Robert que le remplaçant Jennisset était parvenu à se soustraire aux recherches de l'autorité et à captiver les suffrages de ses concitoyens.

Bien que la place du Panthéon soit toujours occupée par les troupes, nous avons pu visiter aujourd'hui l'Ecole de droit, de même que le Panthéon et tous ses abords. Les bâtiments de l'Ecole ont eu beaucoup à souffrir. Les boulets, la mitraille et les balles y ont fait d'affreux ravages. L'appartement de M. Ducauroy a été dévasté et criblé de balles. Celui de M. Duranton est encore plus endommagé. Il paraît que pendant que l'Ecole était au pouvoir des insurgés, ceux-ci ont voulu fusiller M. Reboul, qui défendait les archives du secrétariat contre les violences d'une foule d'individus qui avaient envahi le rez-de-chaussée. MM. Ducauroy et Duranton fils, ayant voulu exhorter les insurgés à se rendre, furent vivement menacés. M. Duranton père, accourant de son côté, se trouvait dans une position assez périlleuse, lorsqu'un des émeutiers s'approchant de lui s'écria : « Je vous connais; vous êtes un brave. Vous m'avez donné il y a quinze ans une consultation sans

vouloir rien recevoir. Je vous prends sous ma protection. Personne ne vous touchera. » Grâce au secours de ce nouvel ami, M. Duranton put soustraire son fils et son collègue à la fureur des insurgés.

Le général Duvivier est toujours au Val-de-Grâce, et on est loin d'être rassuré sur les suites de sa blessure. L'état de la partie atteinte présentait de l'inflammation; la plaie, que le blessé a malheureusement négligée dans les premiers moments, n'a pu être examinée et nettoyée. Il est à craindre que l'articulation ne soit gravement lésée. On sait que le général a reçu une balle dans le métacarpe du pied.

Le bruit s'était répandu ce matin dans Paris, et particulièrement dans le quartier du Palais-de-Justice, que des troubles avaient lieu au faubourg Saint-Antoine, sur lequel, disait-on, il avait été nécessaire d'envoyer des forces imposantes. Informations prises, nous avons acquis la conviction qu'il s'agissait seulement du désarmement de la partie du faubourg la plus rapprochée des barricades, opération qui avait en effet nécessité un certain déploiement de forces, attendu que, indépendamment du désarmement, il fallait opérer des arrestations nombreuses. Ces arrestations se sont faites, d'ailleurs, sans la moindre résistance, et les magistrats et les agents de police qui y procédaient ont pu amener sans rencontrer d'opposition au dépôt de la préfecture et à la Conciergerie les individus contre lesquels avaient été décernés des mandats, tandis que des voitures chargées de fusils provenant du désarmement étaient dirigées vers la mairie.

On a saisi ce matin au domicile d'un sieur Ch... tailleur, rue de Loursine, un baril de poudre dont il n'a pu expliquer la possession, et qu'on soupçonne avoir fait partie des munitions apportées dans ce quartier par les insurgés dans la soirée du 22 juin.

Les dossiers des procédures instruites au château des Tuileries et à la Conciergerie du Palais-de-Justice donnent la mesure de l'exaltation de quelques-uns des insurgés. On a trouvé sur eux des papiers contenant des professions de foi, des commentaires sur la déclaration des Droits de l'homme et des proclamations au peuple. Il y a des inculpés au domicile desquels on a saisi d'énormes cahiers écrits de leur main.

Les officiers en retraite qui ont exercé les fonctions du ministère public dans les tribunaux militaires sont venus prêter leur concours pour accélérer l'instruction des procédures. M. le commandant Albert, officier supérieur de la marine, a été adjoint au château des Tuileries au chef d'escadron d'état-major, rapporteur du 1^{er} Conseil de guerre.

FAITS DIVERS.

— Depuis quelques jours, la foule se porte dans l'île Saint-Louis, pour visiter les restes mortels de Mgr l'archevêque de Paris; le nombre des personnes était aujourd'hui si considérable, que la file des visiteurs, rangés sur quatre rangs, embrassait toute la partie de l'île comprise entre les quais d'Anjou, d'Orléans et de Béthune.

Ce n'est qu'après avoir parcouru cet espace à pas lents, qu'au bout de trois ou quatre heures d'attente, on parvenait dans l'hôtel de l'archevêché. Le pieux recueillement de ce public, composé en grande partie de femmes appartenant à toutes les classes de la société, n'était interrompu que par les cris incessants des marchands qui parcouraient la file en offrant en vente des médailles, des portraits et des récits de la mort glorieuse du saint prélat.

Cependant, ce pèlerinage a paru ne pas convenir à un locataire de la maison du quai de Béthune, n° 48, qui a commencé par jeter sur le public toutes sortes d'ordures; bientôt on a vu tomber sur le quai une pluie de chiffons, de débris de chaussures, de vieux souliers. Malheureusement, parmi ces débris se trouvait un petit pot à cirage, qui, tombant sur l'ombrelle d'une dame, a trouvé peu de résistance, l'a traversée et blessé cette dame à la tête. Aussitôt quelques personnes se sont précipitées dans la maison pour connaître l'auteur de ce méfait, et elles l'ont signalé aux agents de police.

— *Comptoir national d'Escompte.* — Le conseil d'administration, désirant contribuer de tout son pouvoir à la reprise des affaires, a décidé, dans sa séance du 5 juillet, qu'à dater du 5 courant, la retenue de 1 p. 0/0 cessera d'être prélevée sur les bordereaux admis à l'escompte par le comptoir national.

— Plusieurs cas de folie se sont déclarés dans les quartiers du faubourg du Temple et de Ménilmontant, à la suite des terribles événements dont ces deux points ont été le théâtre; dès le mardi, 27 juin, deux femmes de la rue Corbeau ont été frappées d'aliénation mentale, et hier samedi, on a conduit au dépôt de la préfecture de police, pour de la être transférée dans une maison de santé, madame D... qui habite rue Ménilmontant, n° 100. La folie dont ces infortunées sont atteintes se traduit par des cris de peur et de détresse, tels que : *Au secours! ne nous tuez pas!* etc.

— Un grand nombre de jeunes gens se présentent depuis quelques jours à l'hôtel des conseils de guerre, rue Cherche-Midi, afin de contracter des engagements pour l'armée.

— La mairie du 12^e arrondissement vient d'être reconstituée par la commission de représentants que le chef du pouvoir exécutif a chargée de la direction des intérêts municipaux de cet arrondissement.

M. Trélat, ancien ministre des travaux publics, est nommé maire à la place de M. Pinel-Grandchamps.

M. Gerono conserve ses fonctions de premier adjoint.

M. Decaisne (de l'Institut et du Muséum d'histoire naturelle) est nommé deuxième adjoint en remplacement de M. Marie.

— Quelques jours avant les événements de juin, M. le maire de Paris avait ordonné l'ouverture des listes d'inscription dans toutes les mairies, pour enregistrer les noms des ouvriers, industriels et commerçants de la Seine aptes à élire les quatre conseils de prud'hommes.

Les événements ayant interrompu cette formalité, par un nouvel arrêté de la mairie de la capitale, un nouveau délai est accordé aux électeurs.

Les listes seront rouvertes à toutes les mairies le 6 juillet et ne seront fermées que le 15 au soir.

Le jour auquel les élections auront lieu sera ultérieurement fixé.

— Un incident assez étrange a mis en émoi le Palais ce matin. A mesure qu'ils sont interrogés par la commission militaire, les individus, pris pendant l'insurrection et qui sont enfermés à la Conciergerie, sont ramenés dans la prison avec la précaution que

motivent les circonstances. Chaque inculpé est tenu sous le bras par un garde national, et le cortège s'achemine sous la conduite d'un sergent-major et d'un huissier audientier. Au moment où l'une de ces escouades traversait la salle des Pas-Perdus, guidée par l'huissier Pique, un des inculpés profite d'un moment de distraction de son gardien, lui échappe par un brusque mouvement et gagne à toutes jambes une des portes. Mais malheureusement pour lui, il se trompe de porte, et au lieu de celle qui mène à la cour de la Barillerie, il se jette à corps perdu dans la porte qui conduit au parquet du procureur de la République. Il fut aussitôt repris dans ce lieu sans issue et réintégré à la Conciergerie.

— L'autorité militaire adoucit autant que le permet la sûreté publique la rigueur des consignes que commande l'état de siège. La circulation est rendue plus facile, même à une heure assez avancée dans la soirée. Les bons citoyens comprennent d'ailleurs la nécessité d'un état de choses qui ne peut finir qu'alors que toutes les mesures nécessaires pour prévenir le retour de tout désordre auront été prises. Ainsi, par exemple, le désarmement est loin d'être terminé, et l'état de siège seul peut permettre que cette mesure, si importante au salut de la cité, soit exécutée sans délai et sans hésitation. On sait, en effet, que si l'état de siège n'existait pas, aucune visite domiciliaire ne pourrait se faire sans un mandat nominatif délivré par un magistrat. Or, on calcule qu'il y a encore plus de vingt mille fusils à recevoir ou à saisir.

— Depuis quelques années, les gages des ouvriers employés, à l'année, dans les fermes, ont doublé de prix : preuve encore du mouvement désordonné qui a entraîné une partie de la population virile des campagnes dans les villes et dans les ateliers. Cette augmentation excessive des salaires ruraux contribue beaucoup à la détresse de l'agriculture. C'est à la mi-juillet que, dans un grand nombre de départements, les travailleurs cultivateurs s'engagent pour toute une année.

Or, les ateliers nationaux comptaient en foule des déserteurs des travaux des champs, et l'administration a tous moyens de les connaître et de les renvoyer dans leur pays. La multitude énorme des ouvriers résidant à Paris en serait d'autant diminuée, les fermiers et les propriétaires trouveraient plus facilement des travailleurs qui, eux-mêmes, auraient une condition et un bien-être assurés.

— Un accident qui aurait pu avoir des suites sérieuses est arrivé au chemin de fer de Versailles (rive droite). Au moment où le convoi de midi et demi arrivait au débarcadère de Versailles, le frein de la machine s'est brisé, et la locomotive a été frappée avec violence contre les parois du quai. Deux fortes charpentes établies en vue des accidents de ce genre ont été fendues dans toute leur hauteur. Une dizaine de personnes ont été blessées. Les contusions les plus graves sont échues à un brave mobile qui, après être sorti sain et sauf de quatre jours de combats continus, allait passer quelques jours dans le sein de sa famille.

— On nous apprend à l'instant que la gangrène s'étant déclarée à la blessure du général Duvivier, l'amputation de la jambe a été jugée nécessaire.

— On a fait courir hier à la Bourse le bruit que MM Ledru-Rollin et Louis Blanc avaient été arrêtés par ordre de la commission parlementaire d'enquête. Ce bruit était tout à fait inexact.

— On a déjà parlé d'une proposition lui dans l'un des bureaux de la chambre, et qui aurait pour objet de déférer, avant tout vote de la constitution, pour un délai qui n'excéderait pas une année, la présidence de la République au général Cavaignac.

On espère, par ce moyen, dégager de toute préoccupation de temps et de personnes le débat qui va bientôt s'ouvrir sur notre pacte fondamental.

La proposition, avant d'être déposée sur le bureau de l'Assemblée, sera soumise à la signature des membres du parlement. On espère qu'elle réunira du premier coup de 450 à 500 adhésions.

— Par arrêté du président du conseil des ministres, chargé du pouvoir exécutif, en date du 4 juillet 1848, les officiers du commissariat de la mairie dont les noms suivent, ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour ancienneté de services :

Commissaires généraux. — Portier (Simon-Nazaire). — De Prygny (Jean-Baptiste-Nicolas-Guillaume). — Lange (François) — Gerbidon (Hyacinthe-Benjamin).

Commissaires. — Cabaret (Jean-Malo). — Bergevin (René-Pierre-François-Marie). — Chesnel (Michel-Pierre). — Petit de la Saus-saye (Silvestre). — Sirand (Joseph-Antoine). — Burle (Louis-Paul-Eloi).

Commissaires-adjoints. — Raby (Barthélemy-Jean-François). — Merlin de Milran (Daniel-Marie-Louis). — Lataud (Jean-Joseph-Benoît-Marcelin).

Sous-commissaires. — Courcelles de Fayard (Jean-Baptiste-Guillaume). — Robecq (Marie-Pierre-Dominique). — Poullain (Nicolas-Jean-Benjamin). — Eyraud (Jean-Louis-Joseph). — Gondal (Henri-Julien). — Bourgoïn (Claude). — Audemar (Claude-Marie). — Galle (Jean-François-Casimir). — Hébert (Elienne). — Dufour (Guillaume-Marie). — Rassé (Pierre-Romain-Jules). — Rabot (Jean-Laurent).

— Le ministre de l'intérieur a visité, le 4 de ce mois, les hospices et hôpitaux de Paris dans lesquels ont été déposés, en plus grand nombre, les citoyens appartenant à la garde nationale, à l'armée, à la garde mobile et à la garde républicaine, et qui ont payé, de blessures plus ou moins graves, le triomphe de l'ordre sur l'anarchie, de la République honnête et pure sur des factions démagogiques. Il a visité successivement l'hospice de la Charité, les cliniques, l'hôpital Saint-Antoine, l'hôpital Saint-Louis et la maison des incurables du faubourg Saint-Martin. Partout il a porté des paroles de consolation, et une foule de mots venus du cœur ont été recueillis et acceptés avec émotion par ces blessés que leur courage a placés si haut dans l'estime de leurs concitoyens. « Vous avez payé pour nous, leur a dit le ministre ; la République n'oubliera pas la dette qu'elle a contractée envers ses défenseurs. Ces noms inscrits au pied de ces lits de douleur ne doivent pas rester seulement gravés dans la mémoire de tous, et le Gouvernement sera heureux de pouvoir exprimer la reconnaissance du pays à ceux qui se sont dévoués pour le sauver. »

Nous n'avons pas besoin de dire avec quels sentiments a été accueillie partout la visite du ministre. Partout les blessés répondaient aux paroles affectueuses qui leur étaient adressées par le souvenir du dévouement de ces dernières journées. « Qu'il nous soit permis, disaient-ils, de serrer la main du président Sénard, et qu'il sache bien que, dans ces jours malheureux, notre courage a été soutenu par le sien, par celui du digne chef militaire que l'Assemblée nous avait donné. » (Moniteur.)

— Il a paru à Paris, chez Martinon, 4, rue du Coq, une notice très-complète des événements qui viennent d'ensanglanter Paris.

Cette brochure, due à la plume de M. A. de Braguelonne, est ornée d'une vingtaine d'illustrations représentant les principaux épisodes des terribles journées de juin 1848 et les portraits des généraux et des personnages célèbres qui y ont joué un rôle. Elle a pour titre : 80 heures de guerre civile, histoire illustrée des journées de juin 1848. Le prix est de 25 centimes.

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

On écrit de Mulhouse, 2 juillet :

« Les ouvriers de deux fabriques de toiles peintes s'étaient mis en grève ; nous sommes heureux d'annoncer aujourd'hui que le travail n'a été suspendu que fort peu de temps : les ouvriers imprimeurs, éclairés sur leurs véritables intérêts, sont tous rentrés immédiatement dans les ateliers. »

« Il n'en a pas été de même à l'égard de la filature de MM. Dolfus-Mieg et compagnie : les ouvriers ont fait grève jusqu'ici ; il est à peu près démontré que le plus grand nombre ne cèdent qu'à des instigations et des menaces de quelques-uns de leurs camarades, et que ceux-ci sont eux-mêmes sous l'influence d'émissaires venus du dehors et dont les traces ont été facilement reconnues sur différents points de l'Alsace. C'est à l'autorité à veiller sur les démarches de ces fauteurs de désordres et à empêcher que les bons ouvriers ne souffrent plus longtemps d'une tyrannie aussi déplorable. »

« D'après les renseignements que nous avons pris, il paraît que ce refus de travail est la conséquence d'un nouveau tarif, dont les conditions assurent cependant à l'ouvrier laborieux un salaire moyen de 2 fr. 25 c. par jour. Ce tarif, affiché le 25, jour de paie, n'avait donné lieu à aucune observation ; mais le lundi suivant, 26, les fileurs refusèrent de travailler, sous prétexte qu'ils n'arriveraient pas aux quantités fixées pour obtenir la paie qu'on leur laissait entrevoir. Les promesses les plus positives leur furent faites à cet égard ; elles furent même affichées à l'extérieur de la filature ; on s'engageait à changer le tarif si, après l'essai d'une quinzaine, l'ouvrier fileur n'avait pas gagné, en moyenne, 26 à 27 francs net, pour cette quinzaine. »

« Mais ni des assurances aussi positives, ni les exhortations les plus paternelles ne purent décider les meneurs à se rendre à la raison ; quelques ouvriers se remirent à leurs métiers ; ils les quittèrent bientôt, cédant sans doute à la crainte de mauvais traitements de la part de ceux qui persistaient à ne pas vouloir travailler. Le lendemain, le moteur fut encore mis en activité, sur les promesses faites par plusieurs de retourner au travail, mais personne ne vint, et depuis lors la filature est restée fermée. »

« Ainsi, l'obstination des ouvriers fileurs, ou plutôt les menées de quelques-uns d'entre eux, privent de travail près de trois cents autres ouvriers, dont les salaires, infiniment plus faibles, rendent dès lors la position bien plus pénible encore, et qui mourraient de faim si la maison ne leur accordait pas provisoirement une demi-paie. »

« Toutefois, d'après le maintien et les paroles de beaucoup d'ouvriers fileurs, il est à espérer que cette grève ne se prolongera pas au-delà de cette semaine ; un grand nombre, du moins, ont annoncé l'intention de résister aux instigations et de venir reprendre leurs travaux lundi prochain. Espérons que, l'autorité aidant, nous n'aurons plus à nous préoccuper de cette grève d'ouvriers, dans un moment où le travail est tant recherché, où tant de bras en réclament. »

« P. S. Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que les ouvriers fileurs de MM. Dolfus-Mieg et C^e refusent décidément de rentrer dans les ateliers. Mais nous savons aussi qu'aucun désordre n'est à craindre, car des mesures sont prises pour réprimer immédiatement toute tentative de ce genre. » (Industriel alsacien.)

LYON. — « Il nous revient de plusieurs sources que l'on continue à propager dans notre ville, et surtout parmi les ouvriers, des bruits quelquefois absurdes, mais le plus souvent dangereux. Ainsi, on annonçait hier, à la Croix-Rousse, l'arrivée de quinze mille insurgés de Paris, devant préparer un mouvement à Lyon. Est-ce que la police ne pourrait pas parvenir à découvrir les auteurs de toutes les fausses nouvelles qu'on jette en pâture à la population ? Est-ce que surtout la police tardera longtemps à surveiller les groupes qui se forment souvent sur les places publiques pendant la soirée ? »

« On nous rapporte qu'hier, un individu dont le costume n'était pas sans élégance pérorait près du pont Morand, et déclarait ouvertement qu'il fallait organiser ce qu'il appelait le mouvement lyonnais, que celui de Paris n'était pas terminé, que le général Cavaignac était prisonnier, etc. »

« Nous engageons fortement l'autorité municipale à ne pas s'endormir, à surveiller sans relâche les menées de tous les ennemis de la République. Que de regrets, que de remords elle se préparerait, si elle ne faisait pas tous ses efforts pour déjouer les conspirations du désordre ! »

« On nous signale quelques actes de provocation qui ne pourraient manquer d'avoir les plus graves conséquences si l'autorité municipale et les bons citoyens ne prenaient pas des mesures énergiques pour les réprimer. Dans certaines localités, on détruirait les arbres de la Liberté pour jeter l'irritation dans les esprits ; ceux de la commune de Cuire ont été en partie détruits. Un d'eux, élevé en face de l'église, a reçu trente à quarante coups de hache qui ne l'ont coupé qu'à moitié. Celui situé en face du café Georges, sur la place de la commune, a eu la caisse destinée à le préserver brisée aussi à coups de hache. L'œuvre de mutilation n'a été suspendue que par les cris et les menaces d'un citoyen réveillé par le bruit. »

« Les deux au bas de la montée, élevés devant le boulanger et M. Pattison, cabaretier, ont été coupés par le pied. »

« Nous ne saurions blâmer avec trop de sévérité ces actes de vengeance consommés nuitamment et qui n'indiquent que trop combien la liberté est odieuse à certaines gens. Que les bons citoyens préviennent par leur vigilance les actes de vandalisme que la haine de la révolution pourrait encore conseiller ! »

« Il paraît que les postes de nuit sont supprimés dans les communes suburbaines. »

« Nous appelons l'attention de l'autorité sur ce fait, qui, dans les circonstances actuelles, pourrait avoir des conséquences fâcheuses. »

« La police commence enfin à sévir contre les repris de justice, les vagabonds et les mendiants de profession qui, depuis quatre mois, exploitent notre ville et se sont mêlés activement à tous les troubles. Près de deux cents arrestations ont été opérées en deux jours ; les libérés en rupture de ban seront livrés à la justice ; les vagabonds seront renvoyés dans leurs départements avec feuille et indemnité de route ; ceux qui refuseraient ou seraient retrouvés à Lyon, seront reconduits chez eux par la gendarmerie. »

« Il est temps que notre ville soit enfin délivrée des craintes inspirées par la présence de tous ces individus qui ne se plaisent qu'au milieu du désordre. Nous avons assez d'autres sujets de crainte sans perpétuer celui-là. »

« Nous avons annoncé que les ouvriers de Tarare avaient brûlé des tissus de contrebande. Voici, à ce sujet, les détails qui nous sont transmis : »

« Le 1^{er} juillet, sur les sept heures du soir, des ouvriers ont saisi de la broderie que l'on croit de fabrication étrangère, avec d'autant plus de raison qu'elle était cachée dans un réservoir situé sur la route de Feurs, appartenant à un blanchisseur ; ils l'ont apportée à la mairie et voulaient la brûler de suite. Le maire obtint d'eux un retard au lendemain. Les ouvriers ont passé la nuit à l'Hôtel-de-Ville pour garder les marchandises, et le lendemain matin, à dix heures et demie, ils les ont apportées et brûlées sur la place de la Madeleine, après avoir eu soin toutefois d'enlever les têtes de chaque pièce où étaient les initiales de la maison à laquelle elle appartenait. Il y avait 49 rideaux brodés estimés 1,200 francs. Les cendres en ont été déposées à la porte du négociant. »

— On lit dans le *Courrier de Lyon* :

« On nous rapporte qu'hier matin les ouvriers de Tarare ont brûlé, malgré l'intervention du maire et du commissaire de police, une certaine quantité de tissus de contrebande dont ils étaient parvenus à s'emparer. Ils se plaignaient de ce qu'au lieu de les faire travailler, on achetait à bas prix des tissus à l'étranger. Les pièces brûlées sont, nous assure-t-on, des rideaux suisses. »

D'autre part, des lettres que nous recevons se plaignent vivement de ce que, depuis la Révolution de février surtout, le travail se trouve absolument abattu à Tarare par la contrebande qui s'y fait avec une incroyable sécurité. Avant le 24 février, il y avait quatre douaniers. Ce nombre, quoique restreint, mettait à peu près un frein à la fraude ; il paraît que depuis il a diminué, et qu'une préférence avouée s'est manifestée pour les produits suisses et anglais. »

Une pétition a été adressée par quelques fabricants et les ouvriers au commissaire du Gouvernement, pour faire revenir les douaniers qui étaient partis ; il paraît que cette résolution aurait rencontré une résistance assez vive de la part de quelques fabricants. »

Nous pensons que M. le commissaire de la République s'empressera de faire droit à la juste demande de la population ouvrière de Tarare. »

— Le même journal ajoute :

« Il n'est sorte de bruits qu'on ne fasse courir depuis trois jours dans notre ville ; dans quel but ? dans quel intérêt ? Nous l'ignorons. On annonçait hier l'assassinat du général Cavaignac. Que le public se tienne en garde contre toutes ces nouvelles absurdes. »

— On lit dans le *Journal de Villefranche* :

« Depuis quelques jours, une certaine émotion se manifestait parmi les ouvriers des chantiers nationaux établis à la proximité de Villefranche. Mercredi dernier, à six heures du soir, ils entrèrent en ville avec leurs drapeaux ordinaires ; mais, pour la première fois, ils y avaient adapté une cravate noire, comme un signe de deuil. La gravité des circonstances et la vive accentuation du refrain de la *Marseillaise* et d'un chant des *Montagnards*, semblaient donner à ce signe un caractère de provocation. »

« Arrivés au centre de la ville, près de l'église, la colonne s'arrêta un instant ; des cris : *A bas les aristocrates, les ventres blancs !* furent proférés, et une espèce de division s'éleva entre eux ; des voix criaient : *C'est pour ce soir !* d'autres : *c'est pour demain !* Une partie de ces individus se détacha des autres, et arrivés en face du corps de garde, l'un d'eux se permit en passant d'adresser des propos injurieux au commandant de la garde nationale ; mais il fut aussitôt arrêté et déposé dans la prison provisoire de l'hôtel de ville. »

« Le lendemain, à la même heure, les ouvriers étant arrivés au centre de la ville avec leurs enseignes décorées du lugubre emblème, M. le sous-commissaire crut devoir intervenir et en obtint la suppression. Mais le résultat ne fut que momentané, car, après l'éloignement du magistrat, on arbora de nouveau le signe provocateur. M. le maire, qui avait suivi la colonne, s'en étant aperçu, voulut intervenir lui-même pour le faire disparaître ; alors un des émeutiers osa porter la main sur M. le maire et le repoussa vivement ; aussitôt, des citoyens courageux accoururent, se saisirent du perturbateur et ne parvinrent qu'avec beaucoup de peine à l'entraîner à la mairie. De là, il fut conduit par des cuirassiers de garde à la maison d'arrêt, mais, au moment de son introduction, plusieurs individus s'efforcèrent de s'y opposer et furent eux-mêmes incarcérés. »

« Cet acte de vigueur a produit un bon effet ; depuis, l'entrée des ouvriers dans la ville au retour de leurs travaux, a été pacifique et n'a rien offert de répréhensible. Seulement, l'un d'eux, qui s'était présenté insolemment devant le corps de garde avec son drapeau, bravant la défense faite par l'autorité de parcourir les rues avec cet insigne, a été arrêté avec un de ses camarades qui s'était montré aussi avec une attitude de menace. »

« Tous les autres ouvriers étaient rentrés paisiblement chez eux. »

— Sur la demande d'un grand nombre de gardes nationaux de la ville de Bourges, à leur retour de Paris, les quatre bonnets rouges qui surmontaient les quatre poteaux de l'entourage de l'arbre de la liberté, planté sur la place de l'Hôtel-de-Ville, ont été sciés et abattus aux acclamations d'une foule immense. »

— Les bruits les plus sinistres ont couru hier à Valenciennes ; on disait que les insurgés, traqués par la cavalerie de Paris, s'étaient rejetés sur la province et qu'ils dévastaient tout sur leur passage. On disait, entre autres choses, que la ville de Saint-Quentin était livrée à l'émeute et au pillage, que des insurgés étaient même déjà arrivés au Cateau, où ils avaient incendié une manufacture. Tous ces bruits étaient faux. Cependant des mesures de précaution ont été prises et l'autorité veille. »

— On prétend qu'on a saisi à Lyon, chez le sieur Vignat, le plan stratégique de l'insurrection qui devait éclater dans cette ville. »

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. — Une feuille allemande dit tenir de source certaine que, grâce à l'intervention des ambassadeurs de Bavière et de Prusse, auprès du cabinet de Turin, le blocus de Trieste est levé. La flotte sardaise se contenterait d'empêcher le transport du matériel de guerre. »

ESPAGNE. — A l'exemple des trabucaires en Catalogne, les car-

listes viennent de se soulever entre Vergara et Plasencia. Le général Alzaa est à la tête de l'insurrection dans les provinces basques. Tout semble indiquer que, sous peu, le foyer de la guerre civile se sera étendu sur tous les points de la Péninsule.

POLOGNE. — L'autocrate est attendu à Varsovie. Le gouvernement russe continue à faire courir le bruit d'une amnistie pleine et entière pour tous les Polonais compromis, incarcérés dans les citadelles ou envoyés en Sibérie. Une pareille manœuvre cache évidemment des vues de conquête ou d'atteinte aux libertés du monde.

ÉTATS-UNIS. — Il paraît qu'une difficulté assez sérieuse s'est élevée entre l'Angleterre et les États-Unis. On sait que les mines d'or et d'argent appartenant à la confédération mexicaine étaient exploitées par des compagnies anglaises. Plusieurs de ces mines se trouvent dans les provinces cédées aux États-Unis, qui élèvent des difficultés au sujet des concessions faites par le Mexique. Un échange de notes a eu lieu, à ce sujet, à Washington, mais la question n'a reçu encore aucune solution.

COLONIE D'HAÏTI. — On assure que notre station navale d'Haïti va être augmentée. On sait que des troubles graves ont éclaté dans les différentes parties de l'île et que l'intervention de nos marins a été nécessaire en plusieurs endroits pour protéger nos nationaux, ainsi que les Européens qui s'étaient mis sous la sauvegarde de notre pavillon.

DANEMARK. — Des lettres dignes de foi, en date d'Apenrade, 30 juin, annoncent qu'une rencontre a eu lieu près de Hadersleben, entre le corps allemand commandé par le général de Taun et les troupes danoises. Celles-ci ont été mises en déroute, et obligées de se replier dans la direction de Meddelfart pour passer en Fionie.

RUSSIE. — Les correspondances de Saint-Petersbourg jusqu'à la date du 24 juin annoncent que le choléra y avait éclaté depuis trois jours, et a déjà fait de nombreuses victimes. Six hôpitaux spéciaux ont été organisés dans les divers quartiers de la ville à l'effet d'y recevoir les cholériques, et on s'occupe activement d'en ouvrir d'autres.

Du 11 au 22 juin, les ravages du choléra à Moscou ont été terribles. Sur 222 individus atteints par la contagion, 122 ont succombé.

Il est officiel que le choléra sévit en ce moment dans plus de vingt gouvernements du sud et de l'ouest de l'empire russe. C'est une raison pour croire qu'avant de donner suite à ses projets de contre-révolution contre l'Allemagne l'empereur y regardera encore à deux fois.

Châteaubriand. — Sa vie et sa mort.

A l'heure même où la France en deuil pleure sur la tombe encore entr'ouverte de ses enfants les plus braves et les plus dévoués, à l'heure où l'église en larmes prie sur la dépouille sacrée du pré-martyr, à l'heure où tant de gloires militaires, où tant de cœurs généreux viennent de s'éteindre sous les balles fratricides, voici qu'une de nos plus belles gloires pacifiques s'éteint aussi tout à coup, qu'une nouvelle tombe s'ouvre, et qu'un nom illustre entre tous les noms littéraires vient s'ajouter à l'hécatombe de gloire que le mois de juin 1848 livre à la vénération de l'histoire et à l'admiration de la postérité.

Ce nom, cher à la France, à l'Europe, à l'univers entier, c'est celui de M. de Châteaubriand.

M. de Châteaubriand, qui avait salué du plus profond de son cœur l'avènement de la République, a succombé, lui aussi, sous les coups de l'émeute. Son âme, généreuse et grande, qui avait résisté à tant d'épreuves, s'est brisée devant les horreurs d'une guerre civile; le poète, qui chérissait sa patrie, n'a pu trouver la force de la voir si malheureuse; le chrétien, qui honorait et aimait sa religion, a frémi en voyant périr son pasteur entre deux camps de Français devenus ennemis. Il a suivi celui qu'il eût voulu pouvoir imiter.

Au nombre des martyrs de leur foi, des victimes de leur dévouement pendant les cruelles journées que le présent voudrait effacer du livre de l'avenir, il faut compter M. de Châteaubriand.

Devant ce cercueil qui va se fermer pour l'éternité, qu'il nous soit permis d'apprendre à ceux qui l'ignorent, de rappeler à ceux qui la connaissent, quelle fut la vie de cet homme dont l'adversité avait fait un sceptique, dont la religion fit un poète et un génie, dont le dernier jour fut un jour de travail, dont la raison puissante veilla jusqu'à la fin, et qui s'éteignit à l'âge de 80 ans, découragé mais non lassé, attristé mais non désespéré.

Lui aussi avait reçu du ciel une mission évangélique qu'il a accomplie jusqu'au bout et qui lui surviva dans ses écrits, alors même que le temps aura passé sur les regrets qui le suivent, et que tous ceux à qui il a été donné de voir et de connaître M. de Châteaubriand, auront été le rejoindre dans sa glorieuse éternité.

Génie splendide et multiple, il a légué à la France son dernier mot, et voici qu'au moment même où sa tombe va s'ouvrir, son livre suprême va s'ouvrir aussi. Volonté singulière et effrayante à la fois qui stipule en face de la mort, admirable placidité du chrétien qui écrit en tête de ses dernières pensées ces trois mots à la fois lugubres et consolants pour qui croit en Dieu et espère en sa justice : « Mémoires d'outre-tombe. »

Mais attendons, le jour n'est pas venu de lire le testament littéraire du poète, de l'historien, du chrétien, du philosophe; contentons-nous aujourd'hui de joindre un hommage de plus à tous les hommages qui ont honoré sa vie, de joindre une fleur, si humble qu'elle soit, à toutes les fleurs qui vont couvrir son tombeau.

Nous voulons raconter au peuple, à ce peuple qui comprend la vertu, le courage, la générosité, d'où qu'ils viennent et quelque nom qu'ils portent, à ce peuple qui pleure au récit d'une bonne action, qui s'agenouille devant un cercueil, qui prie devant un mort, qui se signe devant Dieu, nous voulons raconter au peuple la vie de Châteaubriand, nous voulons esquisser à grands traits l'histoire de ce génie puissant qui conserva jusqu'au dernier jour le culte des souvenirs au milieu même des instincts peut-être les plus opposés à ce culte, des penchants les plus entraînants vers des espérances qu'il n'osait encore caresser.

On a dit que M. de Châteaubriand était légitimiste. Peut-être s'est-on trompé; M. de Châteaubriand était l'ami de la famille des Bourbons, et un ami comme M. de Châteaubriand n'oublie jamais ceux qu'il a aimés; dès 1825, il avait abandonné la défense du passé pour adopter la cause de l'avenir.

De ce jour, Châteaubriand est devenu un des plus fermes soutiens des libertés modernes; républicain de cœur, la chute d'une royauté qu'il aimait l'avait converti à la liberté, comme la mort de sa mère et la voix de sa sœur l'avaient converti jadis à la religion; mais la société n'a pas laissé à M. de Châteaubriand son libre arbitre, elle l'a fait le sublime courtisan du malheur, alors qu'elle eût pu le faire le sublime partisan de la liberté.

Peut-être le respect humain a-t-il effrayé le génie que la colère de l'empereur n'avait pas fait pâlir.

Mais racontons sa vie, l'impartialité de l'avenir la jugera. François-René-Auguste de Châteaubriand naquit à Saint-Malo le 14 septembre 1768. Son père, René de Châteaubriand, comte de Combourg, habitait, avec Apolline-Jeanne-Suzanne de Bédée, sa femme, le château de Combourg, manoir antique et féodal où tout était sévère, triste et sauvage comme les grandes bruyères, comme les chênes séculaires qui l'entouraient, comme les mille bruits uniformes de la mer qu'apportaient au vieux château les rafales du vent du soir.

Châteaubriand naquit comme Napoléon. Ce fut dans une promenade sur la mer que sa mère ressentit les premières douleurs de l'enfantement; elle retourna en toute hâte chez elle, et ce fut dans la cuisine de la maison qu'elle mit au monde l'enfant qui devait écrire *Atala* et les *Martyrs*.

Les premières années de la vie de Châteaubriand furent tristes et contraires. Point d'expansion, point de joies de famille, un intérieur breton avec toute l'austérité du moyen âge, sans émotions douces, sans plaisirs; le comte de Combourg était une de ces natures fières et incultes, chevaleresques, mais insensibles, natures de fer pour le combat, natures de fer pour la famille. De là sans doute ce caractère rêveur et grave, ce besoin de poésie, à défaut d'expansions intimes, qui laissèrent des traces ineffaçables chez l'homme dont l'enfance n'avait eu ni les joies ni les jeux de l'enfant. De là cette amitié exaltée, parce qu'elle était son unique bonheur, qu'il voua à sa sœur, devenue la confidente de ses tristesses et de ses desirs.

Cadet de famille, le jeune Châteaubriand devait entrer dans les ordres; mais la vie ecclésiastique lui inspirait une telle répulsion, qu'un instant la pensée du suicide lui vint. Ce fut sa sœur qui le sauva.

Dès lors son parti est pris; il choisit la carrière des armes, il ne sera pas prêtre, il sera soldat. En 1789 il entre dans Paris avec un brevet de sous-lieutenant au régiment de Navarre. Mais la plume du poète perce malgré lui sous l'uniforme du régiment de Navarre. Cette arme lui convient mieux que l'épée; les réunions des encyclopédistes l'attirent bien plus que les fêtes de la cour et que les galas des officiers. Ce n'est pas dans l'armée, c'est dans le *Mercur de France*, tribune de Delille, de Laharpe et du successeur de Voltaire, qu'il veut avoir droit de cité.

C'est, en effet, dans le *Mercur de France* que Châteaubriand débute par une pièce dans le goût champêtre, alors à la mode, intitulée *L'Amour de la campagne*. Qui eût deviné le futur auteur des *Martyrs* sous la culotte rose et le justaucorps vert d'un berger de Florian?

Toutes les espérances du jeune poète sont comblées, son *Idylle* a réussi, et pendant plusieurs mois il peut rivaliser avec ses modèles de fadeur et de mauvais goût.

Mais une ère nouvelle s'ouvre tout à coup. Les événements se précipitent, l'incrédulité et le matérialisme ont porté leurs fruits; la révolution du 89 éclate, l'échafaud se dresse, la noblesse recule et la royauté est perdue.

Le temps des poésies élégiaques est passé; le caractère sévère, l'honneur austère du Breton, reprennent le dessus. Le poète, l'officier du régiment de Navarre, qui n'approuve pas l'émigration et qui ne peut assister en spectateur impassible aux scènes de la révolution; le poète, l'officier se fera marin, il partira, il ira découvrir un nouveau passage aux Indes, il ira affronter les glaces des pôles.

Mais voici la République américaine. Voici Washington. Le jeune homme s'arrête étonné, et admire. Il croit à la République en voyant le président d'une République vivant en simple particulier et n'ayant pour tout domestique qu'une servante.

Mais son rêve lui tient toujours au cœur, il faut qu'il découvre le passage aux Indes; il confie son projet à ce président citoyen, qui l'écoute étonné et cherche à le dissuader d'une entreprise aussi difficile. « Est-il donc plus difficile, dit le jeune homme, de découvrir le passage polaire que de créer un peuple, comme vous l'avez fait? » Et Châteaubriand part; il commence ses pérégrinations à travers les forêts, et dès lors le passage des Indes est oublié. Car le poète commence à vivre, à respirer à l'aise, à sentir son cœur bondir librement dans sa poitrine, la poésie inonde son âme. Au milieu d'un pays neuf, où tout est grand, profond, solitaire, il s'abandonne à tous ses instincts d'artiste et de penseur. Rien ne lui échappe: les lacs, les fleuves, les caractères, les ruines, il explore toutes les merveilles de cette contrée luxuriante; il écoute, il étudie, il écrit. Du cerveau du voyageur vont sortir *René*, *Atala*, *Les Natchez*, qui lui donnent l'hospitalité, vont devenir immortels.

Cependant la Révolution avait marché à pas de géant, Louis XVI avait été arrêté, la noblesse se réunissait pour sauver le roi; Châteaubriand apprend tout cela par hasard; la fidélité du serviteur l'emporte sur les goûts du poète, il part, et il arrive assez à temps pour faire la campagne de 1792 dans l'armée de Condé.

Blessé au siège de Thionville, il est jeté dans un fourgon et sauvé par un miracle.

Obligé de fuir en 1793, il se rend à Londres. Là commence pour l'émigré une vie de misères et de privations; là commence une épreuve de sept années qui n'abat pas le courage de Châteaubriand, mais qui remplit son cœur du fiel le plus amer et de la misanthropie la plus sceptique. C'est qu'il n'avait pas encore la foi qui donne la force, la religion qui soutient et console; c'est que rien dans son passé n'allégeait le présent, rien dans l'avenir ne lui promettait des jours meilleurs.

Aussi Châteaubriand s'abandonna-t-il sans réserve aux tendances sceptiques qui le dominaient. S'il trouva assez de force pour se procurer les moyens de vivre en donnant des leçons de français, ce fut peut-être moins par instinct de sa propre conservation que pour enfanter et jeter à la société, comme une vengeance et un défi, un ouvrage qui lui coûtait deux ans et qui atteste une vigueur de conception et une fermeté d'idées qu'on ne saurait attendre d'une tête aussi jeune. *L'Essai sur les révolutions*, qui fut publié à Londres, en 1796, pose en principe que rien n'est nouveau sous le soleil, que les hommes ne sont que de pâles imitateurs de ceux qui les ont précédés, et que la révolution française existe tout entière dans les révolutions antiques.

Comment ne pas pardonner aux erreurs de l'homme qui, comme il le dit lui-même, couvert du sang de son frère unique, de sa belle-sœur, de celui de l'illustre vieillard leur père, ayant vu sa sœur et une autre sœur pleine de talents mourir du traitement qu'elles avaient éprouvé dans les cachots, a erré sur les terres étrangères, et n'a trouvé nulle part que déceptions, épreuves et misère?

Mais bientôt la mort de la mère de Châteaubriand, qui charge une de ses sœurs de le rappeler à cette religion dans laquelle il a été élevé, la mort de cette sœur elle-même, mettent un terme à ses égarements philosophiques, résultats funestes des premières fréquentations

et des impressions de sa jeunesse, fruit détestable de cette école des encyclopédistes, qui, la première, lui avait ouvert les bras.

Dès lors, Châteaubriand est changé; il a secoué le vieil homme. « Ces deux voix sorties du tombeau, cette mort qui sert d'interprète à la mort, ont frappé le sceptique; il est devenu chrétien; il n'a point cédé, dit-il lui-même, à de grandes lumières surnaturelles; sa conviction est sortie du cœur; il a pleuré, il a cru. »

J. BORDOT.
(La fin à demain.)

Le général Négrier.

De toutes les pertes que la France déplore en ce moment, la mort barbare du général Négrier est peut-être celle qui a jeté la plus grande consternation dans les esprits. Commandant la division militaire, dont Lille est le chef-lieu, représentant du peuple envoyé à l'Assemblée nationale par le département du Nord et l'étoile la plus brillante de notre députaion, c'est surtout dans ce pays que le général Négrier est le plus vivement regretté par le peuple qui l'avait élu, et par les soldats qui lui avaient obéi.

Né au Mans, le 27 avril 1788, François-Marie-Casimir de Négrier s'enrôla volontairement le 20 septembre 1806, à l'âge de 18 ans, dans le 2^e régiment d'infanterie légère. C'était un de ces hommes dont on pouvait dire qu'il portait le bâton de maréchal de France dans sa giberne. Il passa rigoureusement par tous les grades et les gagna tous sur les champs de bataille qu'il arrosa de son sang. Nommé successivement caporal, fourrier, sergent, adjudant sous-officier dans les campagnes de 1806 et 1807, en Prusse et en Pologne, il fut blessé d'un éclat d'obus à la bataille de Friedland, fut décoré de l'étoile de l'honneur à l'âge de 19 ans, et obtint ses premières épaulettes le 5 juillet 1808. Il fut nommé lieutenant à la fin de la même année en Espagne. Blessé d'un coup de feu à la bataille de Bussaco en Portugal, le 27 septembre 1810, l'empereur l'appela l'année suivante au grade de capitaine. Il reçut encore deux coups de feu avant de quitter la Péninsule, l'un à Vittoria, le 21 juin 1813, l'autre au passage de la Bidassoa, le 31 août suivant.

Nommé chef de bataillon le 15 octobre de la même année, il fit la campagne de France en 1814 et celle de Belgique en 1815; à Waterloo il reçut un cinquième coup de feu qui lui traversa la joue et le cou. Il fit la campagne d'Espagne en 1823 avec le 54^e de ligne, fut nommé lieutenant-colonel du 54^e en août 1830. Négrier fut envoyé en Afrique, y resta plusieurs années et s'y distingua par son habileté militaire, sa droiture et son énergie. Promu au grade de maréchal-de-camp le 22 novembre 1836, il devint lieutenant général le 18 décembre 1841. Il avait été officier de la Légion d'honneur sous Napoléon, commandeur en 1834 et grand officier en 1847.

Cette série de loyaux et brillants services fut couronnée par ceux que ce brave général rendit à l'Assemblée nationale, qui l'avait choisi pour un de ses questeurs et qui lui avait confié la défense de son palais et de ses membres. Appelé à envoyer des renforts sur un point de Paris menacé par l'insurrection, il n'hésita pas à s'y rendre de sa personne, et, par un élan de son cœur, il voulut, avant de porter le carnage au sein des barricades, faire un dernier appel à la conciliation; ce dévouement généreux, si beau chez un guerrier, ne fut pas compris par les rebelles qu'il voulait sauver, et le loyal et trop confiant général, qui sortait sain et sauf des embûches et des attaques des sauvages Arabes, tomba, au milieu de la capitale du monde civilisé, sous le coup d'un traître aux lois de son pays et de l'humanité.

L'Echo du Peuple de Chaumont annonce que lundi dernier il est arrivé dans la ville un petit détachement venant de Langres, composé d'une quarantaine d'individus en blouse, d'assez mauvaise mine, dont quelques-uns étaient armés, et ayant à sa tête, pour le commander, un individu sans caractère distinctif. Ce détachement était porteur d'une feuille de route signée par M. le sous-préfet de Langres.

A leur allure un peu suspecte, à leur tenue peu convenable, on prit quelques informations, et l'on sut bientôt que les individus qui composaient ce détachement étaient, pour la plupart, des ouvriers des fortifications, parmi lesquels se trouvaient plusieurs repris de justice. On s'opposa alors à leur départ pour Paris, et, malgré quelque résistance de leur part, on les força à rebrousser chemin.

On a déjà arrêté, sur plusieurs points du département, une dizaine d'individus suspects soupçonnés d'avoir pris part à l'insurrection de Paris, ou d'être affiliés à cette classe de la société qui vient de se mettre en révolte ouverte avec elle.

Librairie GARNIER Frères, 245, Palais-National,
et 10, rue Richelieu.

PROFILS CRITIQUES ET BIOGRAPHIQUES

des 900 représentants du Peuple, par un vétéran de la presse, 2^e édition corrigée, la seule contenant les événements de juin et le nom des représentants qui sont arrivés au pouvoir. — Cet ouvrage vient de paraître complet, et renferme jusqu'aux résultats des *Élections complémentaires du 4 juin* inclusivement. C'est un joli volume in-32, de près de 400 pages, où se trouve une Notice sur CHACUN des Représentants, avec indication de leurs noms, prénoms, lieux d'origine, ADRESSES A PARIS, chiffres d'élection, portraits physiques et moraux, antécédents politiques, actes politiques ou traits piquants de leur existence, fortune, condition sociale, opinions, caractère, tous les faits, en un mot, qui peuvent piquer la curiosité publique. Parmi tous les essais de BIOGRAPHIES qui ont été tentés jusqu'à ce jour, ce livre se distingue par l'abondance de documents qu'il renferme et par la commodité de son format : il servira de MANUEL PORTATIF, de *Vade mecum indispensable* à toutes les personnes qui désireront assister aux séances de l'Assemblée nationale, ou suivre dans les journaux la lecture des débats législatifs. — Prix : 2 fr.

CHANTS NATIONAUX ET RÉPUBLICAINS de la France, de 1783 à 1848. Édition elzevirienne, format de Béranger et de Désangiers. 4 volume in-32. 5 fr.

DE L'ORGANISATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL, par Francis Lacombe. In-8. 25 c.

ORGANISATION DU TRAVAIL, par Gentil, orfèvre. In-18. 50 c.

Ouvrages de P.-J. PROUDHON.

DE LA CÉLÉBRATION DU DIMANCHE. In-12. » fr. 75 c.

QU'EST-CE QUE LA PROPRIÉTÉ? In-12. 2 »

LETTRE A M. BLANQUI SUR LA PROPRIÉTÉ Grand in-18. 1 50

AVERTISSEMENT AUX PROPRIÉTAIRES. In-12. » 75

DE LA CRÉATION DE L'ORDRE DANS L'HUMANITÉ. In-12. 4 »

Le Gérant : JULES BORDOT.

Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.